



ASIE/PAKISTAN - Défaut de preuves contre Rimsha - le soutien des femmes musulmanes

Lahore (Agence Fides) – Après une nouvelle semaine d'enquête, la police pakistanaise a reconnu qu'il n'existe pas de preuves contre Rimsha Masih, la fillette chrétienne arrêtée pour blasphème puis libérée sous caution. C'est ce que confirme à Fides Maître Kahalit Tahir Sindhu, avocat catholique, parlementaire du Pendjab et expert des cas de blasphème. Les enquêteurs ont confirmé la responsabilité et l'action manipulatrice de l'imam Mohammad Khalid Jadoon Chishti, actuellement détenu, qui a ajouté des pages brûlées du Coran à celles se trouvant en possession de la fillette.

Cette dernière a par ailleurs enregistré le soutien plein et entier des femmes musulmanes du Pakistan. A propos de cette affaire, l'Agence Fides a en effet recueilli les opinions d'un certain nombre de représentantes musulmanes de la société, du monde politique et de la culture au Pakistan. Amna Ulfat, parlementaire du Pendjab, considère Rimsha innocente parce qu'elle « est mineure et analphabète ». S'agissant de l'imam, il stigmatise « ceux qui commettent de tels crimes en utilisant l'autorité judiciaire en fonction d'intérêts personnels ». « Je sais que les chrétiens respectent le coran autant que la Bible » conclut-elle.

Naveed Anjum, Présidente de la Fondation SAF pour les femmes, qualifie l'arrestation de Rimsha d'« inhumaine » et demande à ce que « les coupables soient sévèrement punis ». Faiza Malik, parlementaire et Présidente de la section du Pendjab du Parti populaire du Pakistan, déclare à Fides : « Il ne doit être permis à personne de jouer avec les lois du pays. Faire du mal à une fillette handicapée mentale est un acte honteux, qui doit être désapprouvé. Sa remise en liberté et son innocence sont une victoire de la justice ».

Tahira Abdullah, musulmane et activiste des droits humains, remarque les zones d'ombre de cette affaire : « Aucun mineur ne peut être incarcéré dans une prison pour adultes et détenu pendant trois semaines en compagnie de détenus dangereux. Ce qui a été fait à Rimsha est totalement illégal. En outre, la loi sur le blasphème prévoit que les fonctionnaires de police mènent une enquête avant l'arrestation et le dépôt d'une plainte. Ceci aussi a été omis ». La militante demande à ce que « Rimsha et sa famille soient placés sous la protection de l'Etat et que les chrétiens du faubourg de Mehrabadi soient aidés par l'Etat à se réinstaller dans leurs maisons ». Les femmes musulmanes pakistanaïses demandent enfin à ce que le Comité parlementaire pour la révision de la loi sur le blasphème soit réactivé. (PA-FN) (Agence Fides 24/09/2012)